

Coordinating Committee of Business Interlocutors (CCBI)

World Summit on the Information Society (WSIS)
Tunis, 16 – 18 November 2005

PrepCom-3 – 19-30 September 2005 Subcommittee B on Internet Governance

Intervention by Souheil Marine (Alcatel)
Wednesday 21 September 2005

Merci Monsieur le Président.

L'objectif de cette intervention est d'attirer l'attention des délégués à cette conférence sur le fait qu'une grande partie des problèmes soulevés par le rapport du groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet est liée à une observation à un temps donné d'un modèle spécifique de fonctionnement du réseau ; modèle qui est amené à évoluer et à s'enrichir.

Deux observations permettent d'étayer l'argument selon lequel l'évolution croissante de l'accès à l'Internet vers le large bande ainsi que l'évolution des réseaux des opérateurs vers le protocole IP (en particulier sa version 6) vont inéluctablement amener de nouvelles modalités de fonctionnement :

- Premièrement on observe déjà que les contrats des fournisseurs d'accès large bande sont de plus en plus associés à un **bouquet de services** dont le prestataire du réseau sera redevable à ses abonnés à la fois pour leur **qualité et pour leur fiabilité**. C'est une évolution normale et inéluctable. L'accès au réseau – surtout lorsqu'il est associé à des investissements nouveaux et parfois considérables - ne sera justifié économiquement par les acteurs concernés que lorsqu'il sera source de revenus nouveaux associés à la vente de services. A titre d'exemple beaucoup d'abonnés à un service d'accès large bande disposent d'une ligne téléphonique faisant appel à la technologie de la « voix sur IP » mais l'utilisateur a un téléphone « classique » avec un numéro téléphonique également « classique » ; de plus, le prestataire doit assurer la qualité des communications même si elles sont facturées moins cher que celles des opérateurs téléphoniques classiques.
- La seconde évolution est le résultat de la migration des réseaux des opérateurs vers le protocole IP (en particulier sa version 6) qui est en train de créer une vraie révolution dans leur modèle économique. Les réseaux de demain seront architecturés pour offrir **une pluralité de services** tout en maintenant les propriétés de qualité de service, de fiabilité et de sécurité. Des accords d'interconnexion entre réseaux au niveau de la **terminaison mutuelle de nouveaux services de communication multimédia** sont déjà envisageables. Ce n'est pas une vision de science fiction que je vous livre, de nouveaux modèles

d'architecture de réseau allant dans le sens décrit ci-dessus sont déjà standardisés (sous le nom IMS pour les spécialistes) et seront bientôt déployées.

Cette évolution enrichit l'Internet par l'adjonction d'une intelligence des applications et services utilisés dans le cœur même du réseau en plus de ses extrémités comme ce fut le cas jusqu'à présent. Cet enrichissement a essentiellement pour but de permettre de nouvelles offres de service de qualité ; il est pleinement compatible avec le modèle actuel dit « end-to-end ».

Au seuil de cette négociation, nous souhaitons donc attirer l'attention des délégués sur le fait que l'Internet, qui est sorti au début des années 90 des universités et des entreprises vers le grand public grâce à l'accès par l'infrastructure du réseau téléphonique classique, est en train de subir une métamorphose sous le coup de l'évolution vers l'accès large bande (qu'il soit filaire ou sans fil) ainsi que la migration inéluctable des réseaux de la majorité des opérateurs vers le protocole IPv6.

Nous souhaitons donc qu'un environnement favorisant la création de nouveaux services et applications, en particulier par le secteur privé, mais également par la communauté la plus large des usagers de l'Internet, soit maintenu et encouragé.

Nous espérons qu'aucune décision de ce sommet ne préjugera des technologies qui enrichissent chaque jour et continueront à enrichir l'Internet ; cet avenir reste encore à construire.

Monsieur le Président, je vous remercie.

WHAT IS THE COORDINATING COMMITTEE OF BUSINESS INTERLOCUTORS (CCBI)?

The World Summit on the Information Society (WSIS) was held during the week of 8 December 2003 in Geneva, culminating in the Summit segment on 10-12 December 2003. The second part of this Summit will take place in 2005 in Tunisia.

Principals of the Summit host countries and executive secretariat invited the International Chamber of Commerce (ICC) to create the Coordinating Committee of Business Interlocutors (CCBI) as a vehicle through which to mobilize and coordinate the involvement of the worldwide business community in the processes leading to and culminating in the Summit. ICC and the CCBI group led the private-sector effort to provide substantive input into the first phase of the Summit, and mobilized the private sector to participate in the preparatory phases and at the Summit itself. The CCBI, is constituted of the following organizations and their members: Among the organizations actively involved in the work of the CCBI, in addition to ICC, are: Asociacion Hispanoamericana de Centros de Investigacion y Empresas de Telecomunicaciones, Brazilian Chamber of Electronic Commerce, the Business Council of the United Nations, Business and Industry Advisory Committee to the OECD; Global Business Dialogue on Electronic Commerce; Global Information Infrastructure Commission; Money Matters Institute; United States Council on International Business; World Economic Forum; World Information Technology and Services Alliance; French Publishers Association; International Publishers Association; and Gobierno Digital.

For further information regarding CCBI, please consult the WSIS website at: <http://www.itu.int/wsis/index.html>
the CCBI website at www.businessatwsis.net
or ICC's website at: <http://www.iccwbo.org/policy/ebitt/id2343/index.html>
or contact wsis@iccwbo.org

ABOUT ICC

ICC is the world business organization, the only representative body that speaks with authority on behalf of enterprises from all sectors in every part of the world. ICC promotes an open international trade and investment system and the market economy. Business leaders and experts drawn from the ICC membership establish the business stance on broad issues of trade and investment, e-business, IT and telecoms policy as well as on vital technical and sectoral subjects. ICC was founded in 1919 and today it groups thousands of member companies and associations from over 130 countries.

* * * * *